POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Mercredi 22 novembre 2017

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes
INFORMATIONS OUVRIÈRES
TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - Tél : 01 48 01 85 85 - E-mail : poi@fr.oleane.com - www.partiouvrierindependant-poi.fr

CRISE POLITIQUE EN ALLEMAGNE, L'UNION EUROPÉENNE VACILLE

ET ENVERS ET CONTRE TOUT MACRON CONTINUE

Ordonnances en cours de ratification, formation professionnelle, diplômes, budget 2018…

Le premier budget du quinquennat fait coller à la peau de Macron le label d'un président au service des patrons, des gros actionnaires et des millionnaires. La suppression de l'ISF (3,2 milliards de manque à gagner pour l'État) en est la mesure emblématique.
Cadeaux sur cadeaux aux patrons : transformation du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) en baisse permanente de leurs cotisations, baisse de l'imposition des profits financiers à un taux unique de 30 % alors qu'elle pouvait aller jusqu'à 45 %, baisse de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui passe de 33 % à 28 %.
Des cadeaux gigantesques financés par des économies qui taillent à la hache dans le budget de l'État, des collectivités locales et aussi sur celui de la Sécurité sociale, au total 15 milliards pour la seule année 2018.
Pendant que de l'autre côté… l'impôt de la CSG augmenté de 1,7 point va frapper de plein fouet les retraités et porter un coup majeur à la Sécurité sociale et à son financement fondé sur les cotisations sociales. Les ménages les plus modestes voient leurs aides au logement réduites et les organismes HLM leurs ressources ponctionnées.
Des postes de fonctionnaires sont supprimés, 1 450 dans l'administration des Finances publiques, le budget du ministère de l'Emploi baisse de 9 % avec la suppression de plus de 100 000 contrats aidés.
Ce budget continue d'étrangler les collectivités locales, en particulier avec la suppression de la taxe d'habitation qui représente 36 % des recettes des communes. Des crédits annulés sur toutes les lignes budgétaires, ainsi le ministre Blanquer vient d'annoncer une diminution de 194 millions d'euros pour le financement des manuels scolaires dans les collèges… Et prétextant un endettement exorbitant, les communes sont mises sous tutelle de l'État.
Un *« budget de transformation »* dans le cadre de la volonté du gouvernement de réduire le déficit public pour retrouver de la *« crédibilité »* en Europe au moment où l'institution vacille…

■ Offensive brutale contre le diplôme universitaire de technologie (DUT)

Quand on ne peut pas réformer un diplôme… on le supprime ! C'est ce qui pourrait advenir du diplôme universitaire de technologie (DUT), reconnu dans les conventions collectives et préparé dans les IUT.
Un communiqué commun de l'Assemblée des directeurs d'IUT et de l'Union nationale des présidents d'IUT daté du 17 novembre se prononce pour *« refonder le diplôme universitaire de technologie pour valoriser la voie technologique et assurer l'insertion professionnelle à bac + 3 »*.
Ce passage de deux à trois ans de la durée des études se ferait au prétexte de l'alignement sur la licence à bac + 3 du LMD. Pourtant, le même document constate que 90 % des diplômés du DUT poursuivent leurs études jusqu'à la licence. On pourrait même préciser : ceux qui ne poursuivent pas leurs études sont ceux qui veulent entrer immédiatement dans la vie active, et ils sont 90 % à trouver rapidement du travail !
Une telle « proposition unilatérale spontanée » qui aboutit à supprimer purement et simplement un diplôme reconnu dans les conventions collectives répond visiblement à une commande de la ministre. Elle a ceci de remarquable qu'elle rompt avec le cadre paritaire national dans lequel organisations représentatives des salariés, des employeurs, des enseignants et l'État élaboraient en commun les programmes des DUT, le suivi des IUT, etc. La discrétion qui a entouré l'élaboration de ce projet a probablement eu pour but d'éviter toute discussion ou contradiction !

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières* ! Abonnez-vous !